

**EDUCATION** Carte scolaire dans le Bas-Rhin  
**Des « emplois à remobiliser » pour l'éducation prioritaire**

Après le boycott de la semaine dernière, les syndicats ont participé cette fois au Comité technique spécial départemental qui a livré pour le Bas-Rhin les projets d'ouvertures et de fermetures de classes, ainsi que la répartition des effectifs d'enseignants. Sur les 74 postes « donnés » à l'académie de Strasbourg par le ministère, 33 postes sont destinés au Bas-Rhin car, souligne le syndicat SE-UNSA67, un soutien au Haut-Rhin a été « jugé nécessaire en raison du nombre d'écoles en éducation prioritaire », et du dédoublement des maîtres qui y a été annoncé au niveau national par le président de la République.

**« Une dotation largement insuffisante »**

Comme dans le Haut-Rhin, les niveaux de CP et de CE1 sont particulièrement visés dans le Bas-Rhin par ce plan, qui absorbera à lui seul près d'une cinquantaine de postes. Du coup, regrettent les représentants d'enseignants, une baisse des effectifs se fera sentir dans les autres écoles, notamment rurales. L'Académie aurait évoqué « des emplois à remobiliser. » Selon le SNUip-FSU du Bas-Rhin, « la dotation départementale est largement insuffisante et ne permettra pas de combler les besoins. Il aurait fallu 60 postes rien que pour dédoubler les classes de CP et CE1 » en éducation prioritaire. Le syndicat dénombre dans le projet mis à l'ordre du jour des instances paritaires pas moins de « 90 ferme-

tures de classes. » Les ouvertures seraient presque du même ordre, d'après certains décomptes. Le syndicat dénonce aussi « la poursuite insensée de l'extension du bilinguisme (21 postes) qui contribuera à la dégradation des conditions d'apprentissage dans les classes monolingues. »

**Réexaminées au comité technique spécial de juin**

Parmi les actions spécifiques, il y aura une « brigade départementale » pour les ajustements de rentrée. Des moyens supplémentaires provisoires pourront être octroyés à une école pour une année scolaire, à hauteur de 20 postes au total. À noter aussi l'intention de l'académie de « raviver le vivier » des enseignants de RASED (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté), dans un délai de trois ans.

Une quinzaine de postes gelés en 2017-2018 seraient réimplantés pour la rentrée mais, estime le SE-UNSA67, « on peut penser que tous ne seront pas pourvus, comme chaque année. »

D'après ce syndicat, « toutes les mesures (de fermeture et d'ouverture) seront réexaminées au comité technique spécial de juin, » sachant cependant que la marge de négociation est devenue « ridicule », l'Éducation nationale « n'envisageant d'évoquer une ouverture qu'en échange d'une fermeture ».

➤ @ La liste des ouvertures et fermetures projetées sur dna.fr

**GEISPOLSHEIM** Immigration  
**Jacques Bigot au centre de rétention**

Le sénateur PS Jacques Bigot s'est rendu hier au centre de rétention administrative de Geispolsheim qui compte 34 places (DNA du 14 février). Il a choisi d'exercer son droit de visite de lieux de privation de liberté avant que ne s'engage le débat parlementaire sur le projet de loi sur l'immigration qui entend doubler la durée de rétention administrative qui est actuellement de 45 jours. L'Élu s'est entretenu avec les policiers de l'air et des frontières en poste au centre, la juriste de l'Ordre de Malte qui assiste les retenus dans leurs démarches, les deux infirmières et plusieurs migrants en situation irrégulière. Très attentif aux parcours des uns et des autres, aux raisons qui les ont poussés à

quitter leur pays, Jacques Bigot s'interroge sur « la nécessité et l'efficacité » de porter à trois mois la durée de rétention.

« Le maintien en rétention pose des problèmes juridiques et la question du coût. Nous avons des personnes qui méritent le droit d'asile et d'autres qui sont en situation irrégulière. La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde mais la France et l'Europe doivent y prendre leur part », répète-t-il suggérant par exemple de renforcer les liens avec les représentations consulaires pour accélérer les procédures.

« La politique migratoire est un enjeu majeur mais c'est un sujet sur lequel il ne faut pas faire de démagogie », prévient le sénateur.

**GRAND EST** Développement économique  
**La CCI et la Région sont partenaires**

La région Grand Est et la CCI Grand Est ont signé hier une convention de partenariat. Elle s'articule autour de sept domaines dont le renforcement du plan « Industrie du futur », l'aide à l'internationalisation, l'innovation, la formation professionnelle et l'orientation, l'intelligence économique et la transition énergétique.

« Seul on va vite, ensemble on va plus loin », a noté Gilbert Stimpflin, le président de la CCI, en assurant que la chambre allait « faire sa part du job ». « Il ne s'agit pas de faire l'économie à la place des chefs d'entreprise mais à côté de ce dynamisme entrepreneurial », a relevé Jean Rottner, le président de la

Région. Ce dernier a insisté sur le triptyque « emploi, économie et formation » en revendiquant que l'orientation revienne intégralement aux régions.

Lors d'un tour de table, les représentants des CCI territoriales ont pu partager leurs craintes, leurs remarques et leurs requêtes au président Rottner. Les agences de développement économique ont souvent été évoquées, comme le besoin de subsidiarité et les inquiétudes sur l'avenir des CFA. « Il faut tenir compte de l'histoire mais aussi sortir du jeu des acteurs locaux », note Jean Rottner qui « demande que tout le monde joue la même partition ».

**POLITIQUE** Pôle métropolitain

# Une colonne vertébrale alsacienne

Fabian Jordan, président de l'agglomération de Mulhouse, a été élu hier à l'unanimité président du pôle métropolitain alsacien.

Pendant deux ans, c'est le nouveau « patron » de l'agglomération de Mulhouse (M2a, 34 communes, 273 000 habitants) qui présidera aux destinées du pôle métropolitain alsacien. Fabian Jordan, maire de Berrwiller, a été élu à l'unanimité par le conseil du pôle, qui associe aujourd'hui les agglomérations de Strasbourg (33 communes, 487 000 habitants), Colmar (20 communes, 114 000 habitants) et Mulhouse.

**Le « club des cinq » d'ici fin 2018**

Le pôle a aussi lancé la procédure qui l'étendra au cours de l'année aux agglomérations de Haguenau (36 communes, 96 000 habitants) et Saint-Louis (40 communes, 78 000 habitants).

**L'ACHÈVEMENT DE LA LGV RHIN-RHÔNE**

Anne-Pemelle Richardot, adjointe (PS) au maire de Strasbourg, a fait adopter au conseil du pôle une motion en faveur de l'achèvement de la ligne à grande vitesse Rhin-Rhône. Le pôle s'y « étonne » que la commission Duron ait pu classer ce projet parmi ceux « à reporter loin dans le temps ». Il rappelle qu'il s'agit de « l'achèvement de la construction de la ligne destinée à relier Strasbourg et Mulhouse à Dijon, et non d'une ligne nouvelle ».

La motion rappelle « l'intérêt européen » du projet dans les liaisons entre Allemagne et Méditerranée. Le pôle demande aussi au gouvernement « d'honorer les engagements pris par la France à l'égard de la Suisse sur le raccordement [ferroviaire] de l'EuroAirport ».



Autour de Fabian Jordan, nouveau président du pôle, Michèle Lutz (maire de Mulhouse), Gilbert Meyer (Colmar) et Robert Herrmann (Strasbourg). PHOTO L'ALSACE - DAREK SZUSTER

« Un courrier va être envoyé aux cinq agglomérations les invitant à délibérer », a expliqué Fabian Jordan. « Les statuts seront adaptés ; un bureau élargi pourrait avoir lieu en mai-juin et l'installation effective organisée à la fin de l'année ».

Claude Sturni, pour Haguenau, a dit « l'intérêt » de son agglomération pour cette adhésion. « Nous apporterons aussi notre réseau, nos connexions, notamment avec Karlsruhe, la Rhénanie-Palatinat et même la Sarre ». Pour l'agglomération de Saint-Louis, le président Alain Girny, de même, a rappelé ses relations avec la Suisse limitrophe.

**« Ne pas marcher sur les pieds des départements »**

« Nous formerons ainsi la colonne vertébrale alsacienne », a estimé Robert Herrmann, président de l'Eurométropole de Strasbourg. « Si Strasbourg est une métropole institutionnelle, de fait, c'est une large partie du territoire alsacien qui est métro-

politain ». « Colmar a rejoint le pôle quand le Grand Est a été décidé », a précisé Gilbert Meyer (Colmar), « car il constitue une voix alsacienne qui rend service au président du Grand Est et permet de mieux résister dans des temps où l'État bouscule tout... ». « Mais attention, a-t-il rajouté, à ne pas marcher sur les pieds des départements ! »

Le pôle, qui n'a pas d'administration propre (il n'est qu'un syndicat d'agglomérations) s'est aussi donné son budget (353 950 €), pour l'instant abondé pour 56,5 % par l'Euro-métropole, pour 31,5 % par la M2a et pour 12 % par Colmar Agglomération. ■

JACQUES FORTIER

**HISTOIRE** En Lituanie en février 1918

## Wöhrle, messenger de l'indépendance ?



Oskar Wöhrle, journaliste, éditeur, écrivain et poète alsacien. D.R.

Le journaliste et écrivain alsacien Oskar Wöhrle a été un précieux messenger de la Déclaration d'indépendance lituanienne de 1918. Les Cahiers lituaniens ont enquêté sur ce rôle méconnu de l'auteur de Baldamus.

LA LITUANIE marque aujourd'hui le centenaire de sa Déclaration d'indépendance. C'est le 16 février 1918, en pleine guerre, dans une Lituanie alors occupée par les troupes allemandes, que les vingt membres du Conseil de Lituanie signaient ce texte historique. Il aboutira à l'indépendance de la Lituanie de l'entre-deux-guerres, puis, un demi-siècle plus tard, inspirera l'Acte qui rétablira l'État lituanien en mars 1990.

Un Alsacien a joué un rôle clef dans sa diffusion, expliquent Marc Chaudet et Philippe Edel dans les Cahiers lituaniens de l'automne 2017. Il s'agit du journaliste, éditeur, écrivain et poète Oskar Wöhrle (1890-1946), natif de Saint-Louis, et connu notamment pour son livre Baldamus (1913).

**Rédacteur en chef du journal de la X<sup>e</sup> armée**

Wöhrle était en effet début 1918 depuis trois ans à Vilnius (Lituanie), comme soldat allemand de la X<sup>e</sup> armée, employé comme ré-

dacteur en chef du journal militaire Zeitung der 10. Armee. Il avait communiqué à son journal sa passion pour la culture lituanienne et avait noué pour cela de nombreux contacts avec des intellectuels lituaniens.

Parmi eux, un certain Petras Klimas. Ce jeune militant indépendantiste, édité et publié par Wöhrle, devient en septembre 1917 l'un des membres du Conseil national de Lituanie créé par une conférence de 214 délégués, surveillée du coin de l'œil par l'Allemagne. Il est donc, le 16 février 1918, l'un des vingt

signataires de la fameuse Déclaration d'indépendance.

Celle-ci aurait pu rester lettre morte. En effet l'armée allemande saisit le tirage du Lietuvos aidas, le journal du Conseil, pour en stopper la diffusion. Les indépendantistes lituaniens n'arrivent donc pas à se faire entendre. C'est là qu'intervient Wöhrle, d'après l'enquête d'Edel et Chaudet. Klimas, dans ses mémoires, dit qu'il a fait appel à un ami, lié à une journaliste lituanienne, Jadvyga Chodakauskaitė, ami qui pourrait être Wöhrle. Ce qu'a confirmé Jadvyga Chodakauskaitė el-

le-même, cinquante ans plus tard, en réponse à un historien.

**Une enveloppe glissée dans l'obscurité**

Elle lui a même raconté la façon rocambolesque dont la transmission se serait déroulée dans les locaux de l'association des chercheurs lituaniens : Wöhrle serait arrivé le premier, installé dans le noir pour déjouer toute surveillance, elle-même lui aurait remis le texte dans l'obscurité. Wöhrle aurait alors mobilisé ses réseaux pour atteindre la presse allemande, puis européenne. Avec succès.

Oskar Wöhrle quittera la Lituanie après la guerre et n'y retournera pas. Il mourra en 1946 à Glottertal, dans la Forêt-Noire. Cet écrivain alsacien, « aux semelles de feu », longtemps oublié, renaît avec la réédition de son Baldamus l'an dernier en français. Son rôle dans l'indépendance lituanienne s'ajoute ainsi à sa biographie. ■

JACQUES FORTIER

➤ Cahiers lituaniens du cercle d'histoire Alsace-Lituanie, n° 16, 11, rue Waldteufel 67000 Strasbourg

➤ Baldamus ou le diable aux trousses, Oskar Wöhrle, traduit de l'allemand par Joseph Groll et Damien-Guillaume Audollent, éditions La Nuée Bleue, Strasbourg 2017.